

DELIBERATION DU CONSEIL SYNDICAL

Séance du 07/01/2025

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
23	23	23

Vote
A l'unanimité
Pour : 23
Contre : 0
Abstention : 0

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Préfecture de Seine-et-Marne

Le :

Et

Publication ou notification du :

L'an 2025, le 7 Janvier à 18:30, le Conseil Municipal de la Commune de SMEAPN s'est réuni à la COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE NEMOURS, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur PEUTOT Christian, Membre du conseil, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 30/12/2024. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la CCPN le 30/12/2024.

Présents : Mmes : BEAUVAIS Evelyne, GABORIT Véronique, LACROUTE Valérie, LEDUC Christine, MM : BAURY-SAILLY Frédéric, BRIAND Thierry, CHAMOREAU Christophe, CITRON Olivier, COFRECES Segundo, COURTOIS Pascal, DEMASSON Frédéric, DUMAY Jean Claude, DUMONCEAUX Joel, KINDERF Gilles, LABELLE Maxime, LANDAIS Bruno, NEHOULT Jean-Pierre, OUDIN Benoit, PEUTOT Christian, RATIER François, ROUX Philippe, TRAVERS-MOUSSINET Michel, VIRON Hervé

Mmes : BARBET Chloé, BOISSY Véronique, Mrs AUJARD Pascal, LAINE Pierre
Mme MESSIAS Marinette, Mrs COQUELLE Gérard et PAVIE Gilbert

A été nommé(e) secrétaire : M. LABELLE Maxime

2025_005 – MODIFICATION DES STATUTS

Le Président rappelle à l'assemblée délibérante que conformément aux articles L 5711-1 du CGCT relatifs aux syndicats mixtes fermés, les statuts adoptés portant sur son article n°2 et actés suivant l'Arrêté Interpréfectoral 2024/DRCL/BLI/N°1 le 15 octobre 2024, qu'il est nécessaire de mettre à jour l'adresse du siège social du SMEAPN en raison de son changement.

Il précise que le siège social du SMEAPN est porté sur les statuts au 41 Quai Victor Hugo à Nemours et qu'il propose de le transférer au 43 Quai Victor Hugo à Nemours, lieu de son activité actuelle.

Le Président précise également que L'arrêté préfectoral du 08 juillet 2024 porte transfert de l'exercice des compétences « eau » et « assainissement » à la CC du Pithiverais-Gâtinais à compter du 1er janvier 2025. Dès lors que la CC devient compétente au 1er janvier 2025 en matière d'eau potable, elle se substituera automatiquement à la commune d'Augerville-la-Rivière au sein du SMEAPN, et ce, dès la création de ce syndicat.

Bien que les textes n'imposent pas la prise d'un arrêté préfectoral pour acter une représentation-substitution applicable automatiquement de plein droit, la Préfecture du Loiret va proposer aux deux préfets concernés la prise d'un arrêté interpréfectoral portant constat

de la représentation-substitution pour que la commune d'Augerville-la-Rivière, le SMEAPN et la CC du Pithiverais-Gâtinais en soient informés.

À cet effet, il est recommandé que le SMEAPN propose une révision statutaire sur le fondement de l'article **L.5211-20 du CGCT** pour que la commune d'Augerville-la-Rivière ne soit plus inscrite comme membre à titre individuel du syndicat mais représentée par la CC du Pithiverais-Gâtinais, pour la compétence « eau » au même titre que la sous-compétence Assainissement-non-collectif.

Les conséquences juridiques de la représentation-substitution seront les suivantes : les délégués désignés par la commune d'Augerville-la-Rivière ne pourront plus siéger, ils ne devront donc pas être convoqués au comité syndical. En application de l'article **L.5711-3 du CGCT**, la CC sera représentée par un nombre de délégués égal au nombre de délégués dont disposait la commune avant la substitution.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité

Décide d'approuver les modifications à apporter aux statuts du SMEAPN

Autoriser Le Président à d'effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des autorités compétentes.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :
A Nemours, le 08/01/2025

Le Président
M PEUTOT Christian

Secrétaire de séance
M. LABELLE Maxime

Publicité des actes de la commune par voie électronique le